AU MOULIN BLEU
5, rue brigadier Muscar
64100- BAYONNE

STATUTS

ARTICLE 1 - DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination de :

"AU MOULIN BLEU"

ARTICLE 2 - OBJET

Venir en aide de toutes les manières possibles à des enfants, adolescents, adultes, atteints de déficiences, d'handicaps, quel qu'en soit leurs formes, ainsi qu'à des personnes en situation de dépendance momentanée ou durable, mais aussi à toute personne dont le conseil d'administration de l'association jugera sa situation digne d'intérêt.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **BAYONNE - 5, rue brigadier Muscar**.
Il pourra être transféré dans la même ville par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de l'association est indéterminée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose :

De membres fondateurs

Ce sont les personnes qui sont à l'origine de la création de l'association.
Comme les adhérents, les membres fondateurs versent annuellement une cotisation dont le montant est fixé chaque année par le conseil d'administration

De membres d'honneur

Sont considérées comme tels, les personnes, qui grâce à leur compétence ou à leur autorité ont rendu des services notables à l'association et se sont vus décerner ce titre honorifique par le conseil d'administration.

Les membres d'honneur sont dispensés du versement d'une cotisation.

Ils participent aux assemblées générales avec voix consultative. Ils ne sont ni électeurs, ni éligibles.

De membres bienfaiteurs

Ce sont les personnes qui ont apporté une contribution financière importante à l'association.
Sont également membres bienfaiteurs, les personnes ayant consenti un apport mobilier ou immobilier à l'association.

De membres honoraires

Ce titre honorifique est conféré par le conseil d'administration aux anciens dirigeants de l'association.
Ils sont dispensés du versement d'une cotisation.
Ils peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative.
Ils ne sont ni électeurs, ni éligibles.

De membres adhérents

Ils participent aux activités de l'association et versent annuellement une cotisation dont le montant est fixé chaque année par le conseil d'administration.
Pour être membre actif, il faut présenter au conseil d'administration une demande d'adhésion écrite. Celui-ci est souverain pour l'accepter ou la refuser, sans avoir à en faire connaître les motifs.
Des personnes morales peuvent être membres de l'association. Elles sont représentées par leur représentant légal ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.
Quel que soit le nombre de personnes physiques qui la représentent, la personne morale ne dispose que d'une voix.

ARTICLE 6 - PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre de l'association se perd :

- par démission adressée par lettre au président de l'association ;
- par décès ;
- par disparition, liquidation ou fusion, s'il s'agit d'une personne morale ;
- en cas de non paiement de la cotisation annuelle ;
- en cas d'exclusion décidée par le conseil d'administration pour motif grave, le membre intéressé ayant été préalablement invité à fournir ses explications. Dans cette hypothèse, la décision est notifiée au membre exclu dans les 8 jours qui suivent la décision par lettre recommandée. Le membre exclu peut, dans un délai de 15 jours après cette notification, présenter un recours devant l'assemblée générale, réunie à cet effet dans un délai de 2 mois qui suit la demande de recours.

ARTICLE 7 - RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'association se composent :

- des cotisations et/ou des droits d'entrée versées par les membres qui en sont redevables ;
- des subventions qui peuvent lui être accordées par l'Etat et autres collectivités publiques ;
- des dons manuels, notamment dans le cadre du mécénat ;
- des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;
- des capitaux provenant des économies réalisées sur son budget annuel ;
- de toute autre ressource autorisée par la loi ;
- du prix des prestations fournies ou des biens vendus par l'association ;
- du montant des valeurs mobilières émises par l'association, en conformité avec les dispositions de l'article L. 213-8 et suivants du Code monétaire et financier.

ARTICLE 8 - COMPTABILITE

Il est tenu une comptabilité respectant les dispositions du plan comptable général adaptée aux spécificités de l'association.

ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Composition

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de 4 à 12 membres.
Les membres fondateurs de l'association sont membres de droit du conseil d'administration.
les autres membres du conseil sont élus pour 3 ans par l'assemblée générale.
Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

- Conditions d'éligibilité

Pour être éligibles au conseil d'administration, les personnes doivent remplir les conditions suivantes :

- être adhérent de l'association
- être âgé de plus de 18 ans
- avoir fait parvenir sa candidature au conseil d'administration au plus tard 7 jours avant la date de l'assemblée générale

A cet effet, 15 jours au minimum avant la date de l'assemblée générale au cours de laquelle se déroulera le scrutin pour le renouvellement statutaire du conseil, le président devra :

- informer les membres de la date de l'assemblée générale et du nombre de postes à pourvoir au sein du conseil d'administration
- rappeler le délai de recevabilité des candidatures

- Majorité

Les membres du conseil d'administration sont élus dans les conditions prévues à l'article 17.
Le vote par procuration est autorisé sans limitation de mandats, les pouvoirs en blanc étant attribués au président.
Les mandats ne peuvent être remis qu'à un autre membre de l'association.

- Renouvellement du conseil

Le conseil se renouvelle tous les trois ans ; les membres sortants sont rééligibles.

- Vacance

En cas de vacance, le conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement du ou des membres. Le remplacement définitif intervient à la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

- Pouvoirs

Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs qui ne sont pas statutairement réservés à l'assemblée générale pour gérer, diriger et administrer l'association en toutes circonstances. Il arrête notamment les comptes de chaque exercice ; il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

Le conseil d'administration est chargé de mettre en oeuvre les décisions et la politique définies par l'assemblée générale. Il assure la gestion courante de l'association et rend compte de sa gestion à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut faire toute délégation de pouvoirs pour une question déterminée et un temps limité.

ARTICLE 10 - REUNIONS DU CONSEIL

Le conseil d'administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, sur convocation du président ou du vice président, ou sur la demande de trois de ses membres.

Les convocations sont faites verbalement, par simples lettres, par lettres recommandées, par fax ou par internet selon l'opportunité.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres sont présents ou représentés.

Les mandats ne peuvent être remis qu'à un administrateur de l'association.

L'ordre du jour des réunions est déterminé par le président ou par le vice-président.

Les membres du conseil d'administration peuvent demander l'inscription de questions à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

Il est dressé un procès-verbal des réunions, signé par le président et le secrétaire.

Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le président et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'association.

ARTICLE 11 - LE BUREAU

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un bureau composé de :

- un président ;
- un vice-président ;
- un secrétaire ;
- un trésorier ;
- un trésorier adjoint

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

Les membres du bureau qui ne sont pas membres fondateurs de l'association sont élus pour la durée de leur mandat d'administrateur ; ils sont rééligibles.

Les membres du bureau sont élus lors de chaque renouvellement du conseil d'administration.

Le bureau est chargé de la mise en oeuvre des décisions du conseil d'administration et agit sur délégation de celui-ci.

ARTICLE 12 - LE PRÉSIDENT

Le président est chargé d'exécuter les décisions du conseil d'administration et d'assurer le bon fonctionnement de l'association.

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour ester en justice comme défendeur au nom de l'association et comme demandeur avec l'autorisation du conseil d'administration. Il peut former, dans les mêmes conditions, tous appels et pourvois.

Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du conseil d'administration.

Le président convoque les assemblées générales et le conseil d'administration.

Il préside toutes les assemblées.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président, et en cas d'empêchement de ce dernier, par le membre le plus ancien ou par tout autre administrateur spécialement délégué par le conseil.

Il peut déléguer à un autre administrateur certains des pouvoirs ci-dessus énoncés.

La représentation de l'association en justice, à défaut du président, ne peut être assurée que par un mandataire, membre du conseil, agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

ARTICLE 13 - LE SECRETAIRE

Le secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige les procès-verbaux de réunions des assemblées et du conseil d'administration et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité. Il tient le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901, et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901. Il assure l'exécution des formalités prescrites par lesdits articles.

ARTICLE 14 - LE TRESORIER ET LE TRESORIER ADJOINT

Le trésorier et/ou le vice trésorier, sont chargés de la gestion de l'association ; ils perçoivent les recettes et effectue les paiements. Ils tiennent une comptabilité régulière.

Toutefois, les dépenses supérieures à 2.000 euros doivent être autorisées par le conseil d'administration et ordonnancées par le président ou, à défaut, en cas d'empêchement, par tout autre membre du bureau.

Les achats et ventes de valeurs mobilières sont effectuées avec l'autorisation du conseil d'administration.

ARTICLE 15 - GRATUITE DU MANDAT

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du conseil d'administration ; des justifications doivent être produites.

Les agents rétribués de l'association peuvent être appelés par le président à assister, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

ARTICLE 16 - ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales se composent de tous les membres à jour de leur cotisation à la date de convocation.

Les décisions sont obligatoires pour tous. Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

Le vote par procuration est autorisé avec une limitation de cinq mandats, les pouvoirs en blanc étant attribués au Président.

Les mandats ne peuvent être remis qu'à un autre membre de l'association.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à main levée. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le conseil d'administration.

ARTICLE 17 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale est convoquée une fois par an, et chaque fois que nécessaire, par le président ou par le vice président ou à la demande d'un tiers au moins des membres actifs.

L'ordre du jour est fixé par le conseil d'administration et est indiqué sur les convocations.

Les convocations doivent être envoyées au moins 15 jours à l'avance, par simples lettres, par lettres recommandées, par fax ou par internet selon l'opportunité.

Seuls les points indiqués à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une décision.

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration et sur la situation financière et morale de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du conseil d'administration.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont valablement prises si un quart des membres sont présents ou représentés.

A cet effet, il est tenu une liste des membres que chaque personne présente émarge en son nom propre et pour la ou les personnes qu'elle représente.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Seuls ont droit de vote les membres à jour de leur cotisation au jour de l'assemblée.

ARTICLE 18 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire a seule compétence pour modifier les statuts, décider la dissolution de l'association et l'attribution des biens de l'association, sa fusion avec toute autre association poursuivant un but analogue, ou son affiliation à une union d'associations, proposée par le conseil d'administration.

Elle doit être convoquée spécialement à cet effet, par le président ou par le vice président, dans un délai de 15 jours avant la date fixée. Elle peut également être convoquée sur demande d'un tiers des membres adhérents et/ou fondateurs de l'association.

Les convocations sont faites par simples lettres ou par lettres recommandées selon l'opportunité. La convocation doit indiquer l'ordre du jour et comporter en annexe le texte de la modification proposée.

Elle doit être composée d'un tiers des membres présents ou représentés, ayant le droit de vote aux assemblées.

Une feuille de présence est émarginée et certifiée par les membres du bureau, lesquels sont désignés en entrant en séance par l'assemblée.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à quinze jours d'intervalle et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ARTICLE 19 - DISSOLUTION

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou judiciaire, l'assemblée extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

ARTICLE 20 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations et résolutions des assemblées générales sont établies sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le président et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'association.

ARTICLE 21 - REGLEMENT INTERIEUR

Le conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, établir un règlement intérieur destiné à déterminer les détails d'exécution des présents statuts.

Il est soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

ARTICLE 22 - FORMALITES

Le président, au nom du bureau, est chargé de remplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Le conseil d'administration peut donner mandat exprès à toute personne de son choix pour accomplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

**Les présents statuts ont été approuvés lors de l'assemblée générale extraordinaire
du 1^{er} juin 2015.**